DEUXIÈME ANNÉE. — N° 18. UN NUMÉRO : 30 CENTIMES. 1er AVRIL 1865.

REVUE DES COURS LITTÉRAIRES

DE LA FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

LITTÉRATURE — PHILOSOPHIE — THÉOLOGIE — ÉLOQUENCE — HISTOIRE
LÉGISLATION — ESTHÉTIQUE — ARCHÉOLOGIE

Paraît tous les Samedis.

Paris.....	Six mois.	8 fr.	Un an.	15 fr.
Départements..	—	10	—	18
Étranger.....	—	12	—	20

Prix de l'abonnement avec la Revue des cours scientifiques.

Six mois...	Paris, 15 fr.	Départ., 18 fr.	Étranger, 20 fr.	
Un an.....	— 26	— 30	— 35	

M. EUG. YUNG
DIRECTEUR

M. ÉMILE ALGLAVE
CHEF DE LA RÉDACTION

On s'abonne
A LA LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE
17, rue de l'École-de-Médecine,
Et chez tous les libraires, par l'envoi d'un bon de poste, ou d'un mandat sur Paris.

L'abonnement part du 1er décembre ou du 1er juin de chaque année.

SOMMAIRE.

FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS. — **Histoire moderne.** — Cours de **M. Wallon :** Des guerres de France et d'Italie au XVIe siècle.

BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE. — **Études orientales.** — Cours de **M. Léon Feer :** Le bouddhisme tibétain.

SALLE DE LA RUE CADET. — **Voyages.** — Conférence de **M. Victor Chauvin :** Les vrais Robinsons.

Paris, 31 mars 1865.

Depuis notre dernier numéro, la liste des conférences qui devaient se tenir dans la rue de la Paix cette semaine a été modifiée. Demain soir, samedi 1er avril, c'est M. J. J. Weiss qui parlera à la place de M. Charnay. Piron, Gresset, la *Métromanie* et le *Méchant :* tel est le sujet de cette conférence, que nous reproduirons *in extenso*.

M. Bertrand (de Grenoble), membre de l'Association philotechnique, nous adresse une intéressante brochure dont il est l'auteur, et qui a été favorablement accueillie, le 26 septembre dernier, par le congrès scientifique d'Amsterdam. Nous y rencontrons le passage suivant :

« Nous regardons comme excessivement utile de créer dans nos principales villes des cours publics comme ceux qui fonctionnent à Paris. Il faut unir toutes ces associations d'enseignement libre, non-seulement par un journal hebdomadaire ouvert à toutes les reproductions importantes, mais encore par des commissions de professeurs qui iront périodiquement en province faire des leçons exceptionnelles. »

Ce que souhaite M. Bertrand commence à se réaliser pour la littérature. L'exemple le plus frappant est celui de M. Deschanel, qui vient de parcourir un certain nombre de villes de départements, en laissant dans chacune d'elles l'agréable et durable souvenir d'une de ces conférences que le public parisien ne se lasse pas d'écouter.

FACULTÉ DES LETTRES.

HISTOIRE MODERNE.

COURS DE M. H. WALLON
(de l'Institut).

Des guerres de France et d'Italie au XVIe siècle.

Peu de siècles ont été plus féconds que le XVIe siècle en péripéties de tout genre; peu ont vu se produire des événements d'une influence plus considérable pour toute la suite de l'histoire. C'est l'époque où viennent de commencer les guerres d'Italie, et avec elles cette rivalité de domination qui enfantera le système politique des temps modernes. C'est l'époque où le retour vers l'antiquité, une recherche plus ardente, une étude plus enthousiaste de ses monuments amènent une sorte de révolution dans le domaine des lettres et des arts : la Renaissance. C'est le temps enfin où, au nom de réforme, le schisme se fait dans la chrétienté en Occident, schisme qui ne doit pas seulement séparer certaines églises du saint-siége, mais qui va mettre l'hostilité entre les nations, qui divisera les citoyens d'un même pays, et d'où naîtront les guerres les plus acharnées ; car « les guerres de frères sont terribles, » comme disait le tragique :

Χαλεποὶ γαρ πόλεμοι ἀδελφῶν.

La France a une place considérable dans la gloire et dans les malheurs de cette période. Elle devance tous

les peuples dans ces guerres de conquête qui vont changer le régime des États européens. Elle se place à côté de l'Italie dans le mouvement de la Renaissance. Elle aura sa part aussi, après l'Allemagne, dans la Réforme, et sera plus qu'aucun autre pays victime de ses déchirements. Nous avons exposé l'an dernier l'histoire de la première moitié de ce siècle, période ouverte avec éclat par la France, mais où l'on voit bientôt la maison d'Autriche, avec Charles-Quint, prendre dans l'Europe et dans la chrétienté une position qui domine tous les événements postérieurs. Un aperçu rapide de ces révolutions nous paraît donc l'introduction naturelle à l'histoire qui va suivre.

Ce qui provoqua ce grand conflit des peuples dont la suprématie de l'Europe est le prix, c'est l'invasion de Charles VIII en Italie.

L'intervention étrangère en Italie datait de loin sans doute : elle n'avait, pour ainsi dire, pas cessé depuis l'invasion des barbares. C'est l'histoire du moyen âge, comme ce sera l'histoire des temps modernes. Qu'on se rappelle Charlemagne, Othon le Grand et toute la suite des empereurs revendiquant l'Italie, comme leur domaine, contre les papes, qui luttent pour son indépendance; et après le grand interrègne, les prétentions rivales des maisons de France et d'Aragon. Mais enfin les dynasties formées par ces maisons étaient devenues nationales à Naples et en Sicile, et les républiques ou principautés italiennes gravitaient autour de quelques États plus puissants dont l'union pouvait protéger la patrie commune. Leur rivalité perdit tout; ce sont les Italiens eux-mêmes qui rappelèrent l'étranger.

On sait avec quel empressement et quelle folle confiance Charles VIII répondit à cet appel. Il se jette à corps perdu dans cette brillante aventure, se fait donner en route l'argent qu'il n'avait pas, trouve toutes les portes ouvertes, conquiert le royaume de Naples sans autre peine que d'y entrer : il n'eut de mal que pour en sortir; mais il se fraya le chemin par une victoire. Si tout s'était borné là, la France y aurait peu perdu, et l'Italie y eût gagné un grand enseignement. Mais l'éveil était donné à toutes les ambitions étrangères, et les Français d'ailleurs n'avaient pas repassé les Alpes sans esprit de retour.

C'est ce qui parut dès les commencements de Louis XII.

Louis XII avait sur l'Italie des prétentions de deux sortes : celles de la maison d'Anjou ou de la couronne de France, dont il héritait, sur le royaume de Naples, et celles de sa propre maison sur le duché de Milan. Il eut d'abord plein succès. Le Milanais fut pris, perdu et repris, avec le concours de Venise. Louis XII se trouvait par là affermi dans le nord. Il avait une prépondérance incontestée dans le centre, par la dépendance où Alexandre VI se trouvait à son égard, et par le patronage qu'il exerçait sur les petits seigneurs de la Romagne. Il aurait pu étendre même son influence sur le royaume de Naples. Le roi de Naples, rétabli après le départ de Charles VIII, faible et fort exposé entre le roi d'Aragon qui, de la Sicile, n'avait qu'un pas à faire pour entrer dans son royaume, et le roi de France qui pouvait bien songer à y revenir, se serait plus volontiers appuyé de la France, si Louis XII, renonçant à le dépouiller, eût consenti à le laisser vivre en paix dans sa clientèle. C'était donc pour la France une grande et forte position; mais Louis XII allait tout perdre par sa faute.

Au sud, non content d'avoir Naples dans son alliance, il voulut la placer sous sa domination, et pour y arriver, il appela au partage du pays celui qu'il en devait tenir éloigné à tout prix, le roi d'Aragon, roi de Sicile; partage qui s'accomplit par la plus odieuse trahison, mais qui ne dura pas : les copartageants se brouillèrent, et Ferdinand, venu naguère à l'appel des Français, finit par les mettre à la porte.

Au centre, même imprévoyance. Louis XII croyait s'attacher plus étroitement Alexandre VI en abandonnant à César Borgia les petits seigneurs de la Romagne : c'était livrer aux mains des Borgia une force qui, du vivant même d'Alexandre VI, pouvait devenir embarrassante pour la France, et qui, à sa mort, échut au pape Jules II. Or, Jules II voulut surtout se servir de la puissance pontificale pour chasser de l'Italie tous les barbares, à commencer par les Français.

Au nord, du moins, la position de Louis XII était bien établie, et c'est là qu'il avait le plus d'intérêt à se maintenir. Le Piémont était à son service et lui ouvrait les Alpes du côté de la France, et pour les fermer du côté de l'Allemagne, il avait, à titre d'alliée, Venise. Venise, la première puissance maritime de l'Italie, devenue en même temps puissance continentale, dominant les cours d'eau qui vont des montagnes à la mer, avait elle-même besoin de s'appuyer de la France contre les haines des diverses puissances aux dépens desquelles elle s'était agrandie. Il y avait donc une sorte de solidarité entre les deux États, et leur union les rendait inattaquables. Que fait Louis XII? Il se tourne contre Venise; il fait cause commune avec les puissances qui lui portent envie, et pour mieux l'accabler, il appelle à envahir en même temps que lui ses provinces, la puissance qu'il lui importait le plus d'en repousser, l'Autriche : exactement comme il l'avait fait pour le royaume de Naples et par des voies non moins odieuses; car on ne sait vraiment qu'admirer le plus dans cette politique, de son aveuglement à l'égard du but qu'elle poursuit ou de sa perfidie dans les moyens qu'elle emploie.

Elle eut son châtiment. Les Vénitiens tinrent héroïquement contre leurs agresseurs. Vaincus par Louis XII en une journée qui devrait compter parmi nos défaites (la bataille d'Aignadel), ils arrêtèrent Maximilien en lui opposant l'esprit de liberté de leurs propres sujets volontairement affranchis de leur domination; et ils eurent ainsi le temps de détacher de la ligue le pape Jules II.

Bientôt Jules II forma avec eux et avec les autres une autre ligue contre la France. La Sainte-Ligue (comme on disait), un moment déconcertée par la furie française de Gaston de Nemours, à Brescia, à Ravenne, reprit l'ascendant à sa mort, et la France, repoussée de l'Italie, se vit bientôt envahie dans ses propres frontières. Elle ne s'en tira que grâce aux divisions qui éclatent toujours entre alliés quand il s'agit, non plus de combattre l'ennemi commun, mais de partager ce qu'il abandonne.

Voilà les résultats des premières guerres d'Italie, et l'on voit si Louis XII y a fait mieux que Charles VIII. Charles VIII s'y jette en étourdi. Il va, gagne et perd: mais s'il doit s'en aller, il signale sa retraite par une victoire; et l'Italie, qu'il abandonne, c'est à elle-même qu'il la laisse. Louis XII veut être plus politique, mais sa politique est de la pire espèce. C'est la politique enseignée alors par Machiavel et pratiquée, il le faut dire, par beaucoup d'autres que par le roi de France: politique odieuse dans ses procédés, qui ne vise qu'au succès, et qui, chez Louis XII, n'aboutit qu'au revers. Il faut rendre hommage aux vertus privées et politiques de ce roi : bon, excellent prince, humain, clément, père du peuple; mais quand on ne voit que la politique extérieure, on dirait volontiers : ramenez-nous à Louis XI.

Son successeur ne fut pas un Louis XI. Ce fut François Ier.

François Ier était doué des qualités les plus brillantes : beau jeune prince, la fleur de la chevalerie, il donnait les plus grandes espérances, et elles furent d'abord justifiées. Rappelé en Italie par les divisions nées du partage des dépouilles de la France, il passe les Alpes par une route de chasseur de chamois, et s'y révèle aux Suisses étonnés par une éclatante victoire, une bataille de deux jours, un « combat de géants », comme on l'appela : Marignan. Le voilà donc, dès le début, maître de la position, et nul ne songe à la lui disputer. Léon X traite avec lui de la paix et signe le concordat; les petits princes de l'Italie suivent. Les Suisses deviennent ses alliés. Ferdinand craint déjà pour Naples, et Maximilien eût été infailliblement rejeté au delà des Alpes, si peu que le vainqueur eût aidé les Vénitiens à en finir avec lui. Henri VIII, éloigné de ce champ de bataille, mais toujours prêt à profiter de ces diversions pour attaquer la France à sa convenance, fait la paix lui-même, comme si toute occasion de cette sorte lui était ravie pour longtemps. Mais parmi ceux qui, des premiers, traitèrent avec la France, était un jeune prince, petit-fils de Ferdinand et de Maximilien, Charles d'Autriche, qui alors régnait sur les Pays-Bas. Ce petit pays, qui paraît au début dans la clientèle de la France, est le point où se forme l'orage qui va fondre sur le royaume et renverser, avec plus de péril encore pour l'Europe, la suprématie de François Ier.

De quel danger était ce petit prince, c'est ce que l'on pouvait voir dès lors sans qu'il fallût pour cela un œil bien perspicace. Il était l'héritier de la maison d'Autriche. Or, on sait ce qu'avait fait déjà pour elle, ce que promettait de faire encore la politique des mariages, heureusement secondée par le hasard des successions. Il y avait au nord de la France une maison qui réunissait déjà dix ou douze héritages accumulés, la maison de Bourgogne : Maximilien d'Autriche épousa l'héritière de Bourgogne. Il y avait au sud, de l'autre côté des Pyrénées, une autre maison qui réunissait toutes les couronnes d'Espagne : un double mariage unit au fils et à la fille de Ferdinand et d'Isabelle la fille et le fils de Maximilien. Les couronnes d'Espagne devaient appartenir au fils de Ferdinand : il meurt et elles passent à la fille, épouse du fils de Maximilien, Philippe le Beau.

Charles d'Autriche était le fils aîné de Philippe le Beau, mort en ce temps-là, et se trouvait ainsi l'héritier direct des deux maisons, de l'Espagne et de l'Autriche. Dans une pareille situation, la pensée unique de la France aurait dû être d'empêcher un prince qui avait déjà les Pays-Bas, de recueillir tout à la fois ces deux autres grandes successions; et la chose n'était pas impossible. Charles avait un frère, Ferdinand, élevé auprès de son aïeul d'Espagne, et à qui ce dernier eut la pensée de léguer ses couronnes. Le projet n'était pas déraisonnable. Charles avait un assez bel héritage à recueillir en Germanie, et l'intérêt de l'Espagne n'était pas de lier sa fortune à la politique qui pouvait inspirer Charles dans ces contrées. Il n'eût donc pas été besoin de peser beaucoup sur les résolutions de Ferdinand pour le porter à ce parti, et si François Ier eût renoncé, en vue de ce résultat, à ses prétentions sur Naples, la sacrifice n'eût pas été bien regrettable. — Il ne fit rien. Ferdinand le Catholique laissa toutes ses couronnes à Charles d'Autriche; et François Ier s'empressa de conclure avec le nouveau roi le traité de Noyon, qui lui donnait pleine sécurité pour aller recueillir ce grand héritage. Charles promettait d'épouser une fille qui venait de naître à François Ier, et François Ier, en raison de ce mariage, non-seulement lui cédait ses droits sur Naples (ce qui n'était pas un dommage), mais il gardait le silence sur la Navarre, ce qui était la lui abandonner.

Charles avait donc une première succession : la succession de Ferdinand, l'Espagne et toutes ses dépendances; et une seconde était prête à s'ouvrir : celle de Maximilien. Dans la succession de Maximilien, il y avait ses États héréditaires, et, à leur égard, rien à faire; mais il y avait aussi l'Empire : c'était la plus grosse part; et l'Empire était électif. Or, si depuis trois ou quatre générations il était resté dans la maison d'Autriche, il ne lui était pas encore acquis par une sorte de prescription; et les répugnances de l'Allemagne conspiraient avec les justes craintes de ceux qui, en Europe, voulaient l'empêcher de passer à Charles-Quint. C'était bien là ce que voulait François Ier, et c'était ce que lui commandait la politique : empêcher à tout prix que la

couronne de l'Empire vînt s'ajouter à tant de couronnes. Que fait-il pour cela ? Il imagine de la demander pour lui-même : c'était la faire donner à Charles-Quint. Les électeurs, en effet, se montrèrent d'abord assez partagés entre les deux, selon qu'ils y trouvaient leur intérêt; mais quand il s'agit de se décider, l'or pesant à peu près le même poids dans les deux plateaux de la balance, ils se trouvèrent en position de se résoudre conformément aux intérêts généraux. Ils auraient voulu ne point perpétuer la maison d'Autriche dans l'Empire ; mais ils redoutaient bien davantage de mettre sur le trône impérial un roi aussi absolu que François Ier. Le roi de France aurait eu tout crédit, s'il eût secondé leurs répugnances contre l'Autriche pour faire nommer tel autre prince d'Allemagne. En voulant se faire élire lui-même, il fit nommer Charles-Quint.

Dès ce moment, la situation du monde est changée. François Ier est toujours dans le Milanais, d'où il paraît dominer l'Italie ; mais Charles-Quint a réuni cette masse d'États, qui, de l'Espagne à la Sicile et à Naples, de Naples aux provinces autrichiennes, et de l'Allemagne aux Pays-Bas, enveloppe la France et coupe l'Europe en deux parts comme pour en dominer tout le mouvement. La situation du monde est changée ; et le monde pourtant n'a pas l'air de s'en apercevoir. Telle est l'impression que François Ier a causée dès ses débuts, qu'on le regarde toujours comme un péril pour l'Europe; et, quand la rivalité éclate, c'est contre lui que les principales puissances, Henri VIII, le pape, etc., se liguent avec Charles-Quint. François Ier, il le faut dire, dans cette France bien ramassée et déjà fort unie, avait plus de ressources que Charles-Quint n'en pouvait tirer de tant de pays étrangers les uns aux autres, et séparés par les intérêts les plus divers. La lutte n'était donc pas si inégale qu'on l'aurait pu croire; mais ces ressources furent mal employées. Le Milanais fut perdu, repris et perdu encore ; et la France se vit sérieusement menacée, quand le connétable de Bourbon, n'écoutant que ses ressentiments, tendait la main d'un côté à Henri VIII, de l'autre à Charles-Quint, pour les amener à Paris. Il fallut, pour ouvrir les yeux à l'Europe, que ce roi qu'on s'était habitué à craindre, et qui, après la retraite de l'armée envahissante, reparaissait encore une fois de sa personne en Italie, y fût frappé lui-même d'un désastre plus grand que n'avait été sa victoire de Marignan même : la bataille de Pavie.

C'était un bien rude coup et bien imprévu, sans doute. Si peu de temps auparavant l'armée impériale, désorganisée, semblait lui livrer le nord de l'Italie ; le pape lui faisait des avances ; le royaume de Naples même paraissait menacé : et voici que les chances d'une bataille font tomber ce roi redouté aux mains de son adversaire. Mais les conséquences de la journée ne furent pas aussi funestes qu'on l'aurait pu craindre. La puissance de Charles-Quint s'est enfin montrée ce qu'elle est. Partout, même en Angleterre, on sent qu'il faut se rapprocher de la France. Aussi, dès le temps de sa captivité, François Ier peut-il voir le mouvement se prononcer; et, quand il sort de prison par le traité de Madrid, tout le monde se fait son complice, pour qu'au prix même de sa foi il rompe avec Charles-Quint.

Mais ici encore des fautes politiques compromirent sa situation.

Pour garder cette place qui lui était faite à la tête de l'Europe en vue de résister à la suprématie de Charles-Quint, il eût fallu qu'il prît constamment pour guide l'intérêt général. Or, trop souvent il ne parut agir que dans un intérêt particulier. Quoique sorti de prison, quoique ayant rompu le traité, il traîne toujours quelque chose de sa chaîne. Ses fils sont en ôtage : les ravoir sans se soumettre aux conditions qu'il a jurées, telle est la principale préoccupation de son esprit. Il ne reprend donc la guerre qu'avec hésitation. Il accepte les avances des Italiens ; il les laisse commencer la lutte alors qu'il n'est pas encore en mesure de les soutenir, le regard toujours tourné vers l'Espagne, et tout prêt à désarmer, s'il voit un signe favorable à ses désirs. La guerre fut de tout point fatale à ceux qui s'étaient portés en avant, comptant trop sur son aide : fatale au duc de Milan, qui est forcé de rendre son château; fatale au pape, qui voit Rome prise d'assaut par des bandes forcenées. Elle ne fut pas plus heureuse au roi de France, quand enfin son armée entra en Italie. Il aurait dû, le bon sens le disait, se fortifier au nord avant tout, et négliger le sud; et, de cette sorte, il aurait pu reconquérir le Milanais : mais il aurait fallu le restituer à son allié Sforza; il aima mieux conquérir Naples, qu'il eût gardée pour lui-même. L'expédition, mal conduite, fut mal soutenue. La conquête de Naples avorta ; et l'Italie se vit contrainte à se soumettre. Le pape signa le traité de Barcelone, et François Ier lui-même, bientôt après, le traité de Cambrai (1529).

Le traité de Cambrai, moins onéreux pour la France que le traité de Madrid, fut plus fatal à son influence. A Madrid, François Ier cédait à la force ; à Cambrai, c'était librement qu'au prix de conditions moins dures pour lui-même, il abandonnait l'Italie à Charles-Quint, et avec l'Italie la prépondérance dans le monde. Était-il résolu à la subir? Et s'il songeait à la repousser, retrouverait-il pour la combattre des alliés qu'il avait sacrifiés ainsi ? Il était difficile d'en garder l'espérance. Mais il y avait dans le monde d'autres ennemis de la prépondérance de Charles-Quint, et des ennemis irréconciliables : les protestants et les Turcs. Les protestants qui, vers ce temps-là même, à la diète de Spire, avaient, par leur *protestation*, gagné leur nom et levé leur drapeau contre l'Empire ; les Turcs qui, avec Soliman, s'étaient reportés vers l'Europe, et qui venaient de prendre dans Belgrade la clef de la Hongrie.

Des ennemis nécessaires de Charles-Quint semblaient être des alliés naturels pour François Ier. Mais pouvait-il en user sans plus de scrupule ! Le roi de France s'hono-

rait du titre de roi très-chrétien; il se glorifiait d'être le soutien de la foi et le défenseur de la chrétienté contre l'islamisme depuis le temps des croisades. Aussi François Ier avait-il d'abord songé à se procurer d'autres appuis.

La France, n'ayant point de barrières contre l'Allemagne, a d'autant plus besoin d'avoir derrière elle des freins pour la retenir. Derrière l'Allemagne, il y a la Hongrie, la Pologne et les États scandinaves. La Hongrie est aujourd'hui dans la dépendance de l'Autriche; la Pologne râle encore sous la main qui l'étreint; le Danemark vient d'être brisé. Mais alors ces trois pays étaient encore pleins de force et de vie. C'est de ce côté que François Ier s'était tourné dès le commencement. Seulement, il le faut dire, la maison d'Autriche l'y avait devancé : des mariages lui avaient allié le Danemark et la Hongrie; la Hongrie lui était même politiquement rattachée par un traité éventuel de succession. Quant à la Pologne, dont les dispositions étaient excellentes, elle ne pouvait prêter un concours assez actif au roi de France. Dans les circonstances nouvelles où il se trouvait, François Ier accepta donc les deux alliances qui s'offraient à lui : il ouvrit des relations avec les protestants d'Allemagne et envoya des affidés vers Soliman.

Les premiers rapports de François Ier avec les Turcs étaient antérieurs au traité de Cambrai. On en signale la trace dès après la bataille de Pavie. Un envoyé fut chargé, dit-on, de provoquer, en forme de diversion, la grande invasion de Soliman, qui aboutit à la bataille de Mohacz, et mit fin, avec le roi tué dans la bataille, à l'indépendance de la Hongrie (1526). Si (ce qui est peu probable) cette invasion ne s'était faite qu'à l'appel de François Ier, jamais diversion n'eût tourné plus directement contre le but que l'on se proposait. La fin de la dynastie de Hongrie ouvrait le droit de succession éventuelle, stipulé dans ses traités de mariage avec l'Autriche. Désormais, la Hongrie était nécessairement autrichienne ou turque; et, malgré des antipathies de race, c'est sous la protection de l'Allemagne que les Hongrois se devaient placer, s'ils ne voulaient abjurer leur foi. — Après le traité de Cambrai, François Ier prit des allures plus décidées. Il députa vers les protestants confédérés à Smalkalde, et il envoya Rincon vers les Turcs.

Cette politique allait intervertir les rôles entre François Ier et Charles-Quint.

Charles-Quint va jouer un personnage bien nouveau, ce semble, dans l'histoire du pouvoir impérial. Jusque-là, l'Empire était rival de la papauté; avec Charles-Quint il se fait son auxiliaire. Charles se pose comme le défenseur de la chrétienté à l'intérieur et au dehors. Ce rôle que les rois de France revendiquaient et que François Ier réclamait toujours officiellement, quoique en secret il s'y montrât si peu fidèle, ce rôle échoit à Charles-Quint. Il est vrai qu'en paraissant ne vouloir que le bien général, il n'y sacrifiait pas ses intérêts. En Italie, il ne pouvait avoir aucune vue sur les États du pape. Même, empereur et maître de tant d'États, il sentait que Rome est une capitale qui appartient à un autre empire; et, du reste, ce patronage qu'il offrait au saint-siége lui créait à lui-même une influence qui récompensait largement son concours. Hors de l'Italie, combattre les protestants, c'était affermir sa puissance en Allemagne; et combattre les Turcs, c'était protéger les domaines de sa propre maison. Mais enfin ces intérêts particuliers s'accordaient avec ce qui était regardé comme d'un intérêt général; et, dans ces conditions, nul ne pouvait lui faire un crime de les soutenir.

Mais l'intérêt général ne pouvait-il pas être invoqué aussi par François Ier? N'était-ce rien que de revendiquer contre la suprématie de Charles-Quint l'indépendance de l'Europe? Et dans les alliances qu'il acceptait pour défendre cette grande cause, n'aurait-il pas pu s'autoriser d'une autre liberté : la liberté de conscience?

Oui, sans doute, François Ier pouvait se dire qu'en luttant contre Charles-Quint il ne combattait pas seulement pour sa propre cause; mais en s'alliant aux protestants et aux Turcs, ce n'était pas de la liberté de conscience qu'il entendait se faire le champion. La liberté de conscience était chose fort étrangère à son temps. Les protestants ne la reconnaissaient pas plus que lui; car s'ils la réclamaient pour eux, ils la déniaient aux autres : comme, par exemple, lorsque, à la voix de Luther, ils tombaient sur les paysans qui, au nom de l'Évangile, demandaient aussi qu'on introduisît dans leur état quelque réforme; ou lorsque, toutes sectes réunies, ils se tournaient contre les anabaptistes, parce que les anabaptistes tiraient des exemples de la Bible une autre forme de société que la société établie. Et pour ne point parler seulement de questions sociales, est-ce que les pays luthériens en Allemagne, est-ce que l'Angleterre sous Henri VIII, est-ce que Genève sous Calvin, ont connu la liberté de conscience? La liberté de conscience était une sauvegarde qu'on invoquait lorsqu'on était en péril, et qu'on rejetait quand on avait la force. Les catholiques au XVIe siècle l'ont réclamée tout comme les protestants, selon les temps et les pays, sans qu'on puisse leur en faire plus de mérite. Dans l'édit de Nantes même, après les douloureuses épreuves de nos guerres religieuses, la liberté de conscience n'est encore qu'une transaction. Pour qu'elle fût autre chose qu'un expédient, il fallait que, par une expérience prolongée, on arrivât à comprendre qu'en toute chose rien de plus sûr que la maxime : « Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fît à toi-même. » Ne nous étonnons donc pas qu'au temps de François Ier on n'en fût point encore arrivé là. En se rapprochant des protestants d'Allemagne, François Ier subissait une nécessité politique; il faisait une chose que son intérêt lui commandait et que sa conscience n'avouait pas; car alors comment eût-il persécuté chez lui ce qu'il soutenait chez les autres? — En pouvait-il être autrement des Turcs?

Les Turcs sont entrés aujourd'hui dans le droit public de l'Europe. Ils y sont entrés si avant, qu'ils sont devenus comme la clef de voûte de l'édifice. Autant on se préoccupait jadis de les chasser, autant on met de soin à les retenir à leur place. Que ferait-on s'ils nous faisaient défaut? L'Europe tomberait dans la plus étrange confusion. Les Turcs ont donc été compris, par l'accord ou, pour mieux dire, par la conspiration de tous les intérêts les plus contraires, dans le système de l'équilibre européen; et l'intérêt de l'Église ne souffre pas de cette alliance avec les infidèles. Si, en effet, la population continue d'être fanatique (on en a eu récemment de sanglantes preuves), le gouvernement est un des plus tolérants du monde. Nos ordres religieux trouvent en Turquie une protection, une faveur même, qu'assurément dans beaucoup d'États catholiques ils ne rencontrent pas.

Voilà ce que sont les Turcs aujourd'hui; et, dans ces conditions, s'allier à eux n'a rien que de naturel. Mais il n'en était pas ainsi au temps de François Ier. Les Turcs alors étaient dans toute l'ardeur de leur fanatisme, et c'était le principal stimulant de leurs conquêtes. Ils conquéraient encore pour leur foi : y aider, c'était donc travailler à la propagation de l'islam; les appeler dans un pays, c'était y sacrifier le christianisme, changer les églises en mosquées, livrer les populations chrétiennes à la servitude ou les contraindre à l'abjuration. Était-ce là ce qu'un roi, je ne dis pas très-chrétien, mais purement et simplement chrétien, alors comme aujourd'hui encore, si les conditions étaient les mêmes, pourrait vouloir? Non, sans doute; et François Ier, quand il envoyait des ambassadeurs à Constantinople et entretenait des relations avec Soliman, disait bien haut que son unique but était de protéger les personnes et les biens contre les excès d'un peuple pour qui les chrétiens étaient moins que des hommes; mais par le fait, quand il excitait Soliman contre Charles-Quint, quand il sollicitait le concours de ses armées et de ses flottes, il livrait la Hongrie à l'islamisme; il était complice de ces enlèvements de femmes et d'enfants que les Turcs opéraient sur les rivages de l'Italie. Une pareille alliance était assurément bien moins avouable que l'alliance protestante. Donc François Ier, quand il luttait contre Charles-Quint, défendait un intérêt général et un principe : le principe de l'indépendance de l'Europe; mais quand, pour soutenir cette lutte, il s'était réduit lui-même à faire alliance avec les protestants et les Turcs, il faisait une chose qu'il ne pouvait pas se justifier dans sa propre conscience, puisqu'il persécutait les protestants; une chose qu'il ne pouvait davantage avouer devant la chrétienté, puisque c'était la chrétienté elle-même qu'il livrait à l'islamisme.

Voilà pourquoi la politique de François Ier, tout en poursuivant un but hautement avouable, en est réduite à tenir ses moyens dans l'ombre. Charles-Quint, au contraire, agit au grand jour; et le péril dont il menace la liberté de l'Europe, péril qui rend la résistance de François Ier si légitime, est oublié devant ce plus grand péril qui va fondre sur la chrétienté, et qu'il prend à tâche de conjurer en combattant Soliman.

Tout l'intérêt se trouve alors ramené vers cette lutte. François Ier s'efface; Henri VIII, qui, par son divorce, vient de rompre en même temps avec Rome et avec Charles-Quint, se rapproche bien de François Ier, mais sans sortir de la défensive. Charles-Quint, ayant tout à la fois en présence les protestants et les Turcs, se tourne du côté où est le vrai péril. Il transige avec les protestants à Nuremberg, et marche vers Soliman.

Ce grand duel, qui fixait tous les regards de l'Europe, n'aboutit point, comme on le sait, à une rencontre. Les deux adversaires demeurèrent en présence, l'un dans les murs, l'autre sous les murs de Vienne; mais Charles-Quint n'en sortit pas, et Soliman ne l'y vint pas attaquer. Après quoi, on les vit l'un et l'autre chercher le succès et la gloire dans deux directions opposées, Soliman à Bagdad (1534), Charles-Quint à Tunis (1535).

François Ier, tout en se tenant à l'écart dans ce conflit, ne laissait pas que d'épier les avantages qu'il en pourrait tirer; et il y trouva l'occasion de rentrer en Italie. Le duc de Milan l'avait offensé; le duc de Savoie lui refusait passage : il prit le pays qu'on lui refusait de traverser, et il était aux portes du Milanais quand la mort de Sforza lui laissa l'espérance d'obtenir de Charles-Quint, par une investiture, ce qu'il avait déjà tant de fois pris et perdu par le sort des armes. On sait comment Charles-Quint, revenu de Tunis, trompa son attente. Il éclate, et son rival est chassé de l'Italie; mais lui-même est forcé à son tour de quitter la France qu'il avait envahie.

Ce n'était qu'un prélude, et l'on s'attendait à voir les deux rivaux, ramenés l'un contre l'autre, déployer toutes leurs ressources. Mais François Ier ne sait pas mieux user des alliances qui s'offrent à lui : il ne semble avancer que pour faire au plus vite un pas en arrière. Il députe à la ligue de Smalkalde; il fait un traité avec Soliman, et ce traité cache sous les formes d'une convention commerciale une alliance offensive. François Ier et Soliman doivent attaquer de concert l'Italie, Soliman par le sud, François Ier par le nord. Soliman vient; mais François Ier lui fait défaut, et cette défection est bientôt suivie d'un abandon réel. Effrayé lui-même du plan d'invasion qu'il a osé concerté sans l'oser exécuter, craignant de voir cette alliance divulguée et l'Europe entière se lever pour lui en demander compte, il accepte avec empressement les ouvertures du pape, et conclut la trêve de Nice (1538).

La trêve de Nice marque un changement complet dans la politique. On put croire un moment qu'à la voix du pape, les deux rivaux allaient unir leurs forces pour le bien de la chrétienté tout entière; Charles-Quint était disposé à faire des concessions en Italie. Il abandonnait provisoirement à la France la Savoie et le Piémont; il lui faisait espérer un arrangement pour le Milanais. Avec cela, l'équilibre semblait rétabli, et François Ier n'hésitait pas à abandonner de son côté des alliés dont il croyait n'avoir plus besoin. Il promettait à l'empereur

de l'aider contre les ennemis de la chrétienté, ce qui était ouvertement se déclarer contre les protestants et les Turcs. Les engagements de la trêve de Nice, les paroles et les bons procédés échangés à l'entrevue d'Aigues-Mortes, et le passage de Charles-Quint à travers la France (1540), quand il allait d'Espagne réprimer la révolte de Gand ; cette hospitalité, si loyalement offerte, si hardiment acceptée, tout faisait croire à un rapprochement sincère et durable. Mais ce bon accord était à une condition que Charles-Quint n'avait jamais bien franchement accueillie : un partage de l'Italie avec la France. Il recula au moment de conclure. Plutôt que d'admettre un prince français en Italie, il lui eût donné les Pays-Bas ; il les offrit, on refusa : c'était une nouvelle rupture. Mais François Ier, recommençant la lutte, devait-il retrouver les mêmes moyens pour la soutenir ? Il retrouva encore, sinon les protestants, rebutés de ses défections, au moins les Turcs, moins attentifs aux choses de l'Occident. Son ambassadeur, Rincon, leur avait dit que la trêve de Nice était toute à leur avantage ; et les Turcs avaient bien voulu l'en croire, comme des gens qui n'avaient pas besoin d'y regarder de fort près. L'alliance, cette fois, devait nécessairement aboutir ; et Charles-Quint s'en préoccupait, non sans raison. Pour s'en garder et mettre l'Europe en demeure d'y pourvoir avec lui, il voulut en avoir la preuve écrite, et fit tendre une embuscade à l'envoyé français qui, revenu à Paris, en rapportait à Constantinople les engagements de la France. Ses agents commirent la double maladresse de manquer les dépêches et de tuer l'ambassadeur.

Ce crime dont Charles-Quint est innocent, on le veut croire, mais qui était commis à son service et dont il gardait toute la responsabilité, mettait ostensiblement le bon droit du côté de François Ier et lui donnait les moyens de parler haut devant les cours de l'Europe. Charles-Quint, placé dans une fausse position, mit encore contre lui la fâcheuse impression d'un revers, dans sa campagne d'Alger (1541). François Ier reprenait donc l'avantage ; mais il ne tarda pas à le perdre par le contre-coup de cette alliance même au moyen de laquelle il avait cru se le mieux assurer. Charles-Quint avait voulu prouver à l'Europe l'alliance de François Ier avec les Turcs, en saisissant et en publiant, en regard de ses dénégations, ses dépêches. Qu'était-il besoin de papiers pour prouver cette alliance, quand le nouvel envoyé français, Paulin de la Garde, et Barberousse, amenaient vers les côtes d'Italie les flottes unies des deux nations ; quand ils ravageaient les côtes du royaume de Naples ; quand ils bombardaient Nice (1543) ; quand François Ier, pour continuer une année encore ces exploits et retenir les Turcs à son service, faisait évacuer et livrait comme logis aux Turcs la ville de Toulon ? Il y eut alors un cri universel contre François Ier : il était l'ennemi de la chrétienté tout entière. Henri VIII voulut faire acte de bon chrétien en s'unissant à Charles-Quint pour enlever à la France quelque morceau de province ; et, malgré la victoire de Cérisoles et les espérances qu'elle donnait en Italie (1554), François Ier dut songer uniquement à se défendre contre cette double invasion qui le menaçait par le nord : invasion retardée heureusement par les vues diversement intéressées des deux alliés, et interrompue du côté le plus menaçant par la diversion des Turcs en Hongrie. François Ier laissa Henri VIII maître de Boulogne, et signa avec Charles-Quint le traité de Crespy (1544).

François Ier, dans ce traité, devait faire plusieurs concessions : rendre les places qu'il avait conquises sur le duc de Savoie depuis la trêve de Nice ; rendre Stenay au duc de Lorraine. Mais il gardait presque toute la Savoie et le Piémont ; le Milanais était promis à son deuxième fils, le duc d'Orléans, en vue d'un mariage qui restait indécis quant à la personne. Il achetait ces avantages au prix de renonciations qui ne lui coûtaient guère (Naples, l'Artois, etc.), et d'un abandon d'alliés qui y étaient, d'ailleurs, assez indifférents : je veux parler des Turcs. Charles-Quint voulait être libre de tourner ses forces contre les protestants, qui commençaient à l'inquiéter, ou contre les Turcs, dont on vient de rappeler les nouveaux progrès en Hongrie. Cette fois, ce fut avec les Turcs qu'il souhaitait de faire une trêve, pour se tourner contre les protestants ; et François Ier se montra fort empressé à le seconder dans cette voie : c'était se libérer de l'engagement de le servir par le concours de ses forces ; c'était d'ailleurs, s'il arrivait à opérer ce rapprochement, se faire absoudre lui-même des relations qu'il entretenait depuis si longtemps avec les infidèles. On pourrait oublier Nice, et croire qu'il n'avait jamais songé qu'à arrêter, comme il le prétendait, la marche de l'islamisme, à frayer la route où s'engageait après lui Charles-Quint. Il souhaitait donc maintenant cette paix : le Milanais promis au duc d'Orléans rétablissait l'équilibre entre les deux puissances en Italie, et supprimait la principale cause de la guerre. Mais le duc d'Orléans mourut : plus d'espoir d'obtenir le Milanais par mariage ; plus de moyen même d'empêcher la conclusion de cette trêve qui, en ôtant à Charles-Quint toute inquiétude du côté des Turcs, devait le rendre moins accommodant partout ailleurs. Que fera François Ier ? Ce qu'il a fait après tous les autres traités de paix, après Madrid, après Cambrai, après Nice et le voyage de Charles-Quint à travers la France. Réconcilié avec Henri VIII qui rend Boulogne pour de l'argent, il cherche à remuer encore le monde contre Charles-Quint. C'est l'objet de toutes ses missions : à Constantinople, où ses ambassadeurs ont pour instruction de résoudre les difficultés, et pour but réel d'en faire naître ; en Allemagne, où il excite les protestants en leur parlant des armements des Turcs ; à Venise, où il exagère les préparatifs des protestants allemands. Au fond, dans tout cela il n'y avait que des bruits dont il se berçait le premier avant de chercher à en remuer les autres. Charles-Quint était plus fort que jamais : libre du côté des Turcs, il triomphe des protes-

tants à Muhlberg. Mais déjà François Ier était mort.

Ce règne, si brillant au début, finissait donc dans une agitation stérile. Comment François Ier en était-il arrivé là? Est-ce la faute de son ambition, et doit-on chercher la cause de ses revers dans les entreprises mêmes qui avaient d'abord fait sa grandeur et sa gloire? Non; l'objet de la politique française était légitime; et si la guerre d'Italie était en soi une chose fatale, ce n'est pas à François Ier qu'on la peut reprocher. François Ier héritait d'une situation qu'il avait à soutenir. Il ne pouvait pas se résigner à laisser l'Italie aux mains de Ferdinand et de Maximilien, qu'y avait introduits la politique insensée de Louis XII. Du moment que l'Espagne était à Naples et l'Autriche aux portes de Venise, il y avait pour François Ier nécessité de prendre position au delà des Alpes : l'occupation du Milanais par la France était, dans cette situation, une condition de l'équilibre européen. Mais ce qu'il fallait surtout pour maintenir l'équilibre entre les puissances, c'était d'empêcher les couronnes d'Espagne ou d'Allemagne de se réunir sur la même tête : sur la tête d'un prince qui, maître des Pays-Bas, se trouvait, à ce titre même, l'allié naturel de l'Angleterre. Or, c'est ce que François Ier pouvait faire, et ce qu'il n'a pas fait : faute capitale de sa politique, qui pèsera sur tout son règne et sur la suite de l'histoire. Dès ce moment, la lutte est forcément engagée; et, dans les premiers temps, c'est François Ier qui demeure l'objet de toutes les défiances; c'est contre lui que les ligues se forment, comme si en lui était tout le péril. La bataille de Pavie met la situation sous son vrai jour. Dès lors, la France a perdu sa suprématie; mais ce rang qu'elle occupait, non sans péril pour les autres États, elle peut le retrouver à leur tête pour les protéger contre la suprématie bien autrement dangereuse de Charles-Quint. François Ier ne prend cette situation que pour la compromettre par des fautes nouvelles. Il abandonne ses alliés italiens à Cambrai. Il est bientôt forcé d'en chercher d'autres : il s'adresse aux protestants et aux Turcs; mais il ne les accepte qu'en les désavouant; il est toujours prêt à les abandonner, et il les sacrifie dès qu'il espère arriver au but par une autre voie; il les sacrifie avec d'autant moins de scrupule, qu'il croit ainsi alléger sa conscience. C'est ce qu'il fit à la trêve de Nice, à la paix de Crespy. Il y perdit ses alliés et ses peines, et mourut sans pouvoir empêcher son rival, réconcilié par lui-même avec les Turcs, de mettre le comble à sa puissance en accablant les protestants.

Ce n'est donc pas l'ambition qui a perdu François Ier et amené ses revers; car, nous le répétons, son ambition était motivée, et l'objet qu'il poursuit avec tant de ténacité, quoique souvent il prenne les dehors d'un intérêt de famille, était un intérêt public, où l'Europe entière, comme la France, avait sa part. Ce qui le perdit, c'est ce qu'il y eut de peu sincère dans sa politique, conséquence de la fausse position où il s'était mis; et le vrai principe des fautes qui l'avaient réduit là doit se chercher dans le vice de son gouvernement personnel, dans son despotisme : sa volonté devenue la loi publique : « Car tel est notre bon plaisir »; et cette volonté, qui s'affranchit du contrôle des États, asservie au caprice d'une femme, d'une maîtresse; l'impôt levé arbitrairement et dépensé sans règle, et les intérêts les plus urgents de la paix, de la guerre, compromis et perdus, parce que celui qui veut être tout dans l'État, qui décide de toutes les affaires, est tout entier à ses plaisirs. Tout l'argent ne fut pas dilapidé, sans doute; et il faut tenir compte à François Ier des encouragements qu'il a donnés aux lettres et aux arts; il a sa part de gloire dans le mouvement de la Renaissance. Il faut lui tenir compte aussi de la persévérance qu'il a montrée dans l'infortune, de la ténacité qu'il a mise dans une lutte qui était plus qu'une rivalité d'homme à homme, plus qu'une rivalité même de nation, qui était au fond la résistance de l'Europe, exposée à une domination capable de l'asservir; et cette lutte, malgré ses revers, ne demeura pas absolument sans fruit. François Ier, chassé de l'Italie, se raccrocha aux Alpes, et il les retint sous la main de la France, puisqu'il gardait le Piémont et la Savoie. C'était avoir encore les portes de l'Italie, et y tenir un pied pour y marcher, à l'occasion, plus avant. Mais on n'en a pas moins le droit d'être sévère envers lui comme envers ceux qui, dans une grande situation, ont compromis la fortune de la France. François Ier, au début, assure une position dominante à son pays; c'est par sa faute que cette prépondérance est passée à la maison d'Autriche. Il résista à cette prépondérance, et son fils après lui, et nous lui en savons gré. Mais à l'intérieur, en mettant, comme on disait, la royauté hors de page, il abandonnait la France à des hasards qui ne devaient pas tarder à lui être bien funestes.

Les questions agitées entre François Ier et Charles-Quint continuent de se débattre entre ce dernier prince et Henri II, et elles ne devaient se résoudre qu'après l'abdication de Charles-Quint. Le traité de Cateau-Cambrésis, qui suivit de près la mort de l'empereur, marque une halte dans ce mouvement des affaires étrangères. Il marque aussi pour la France le commencement d'une période où les affaires intérieures vont prendre le pas sur les autres, et ouvrir le royaume à l'étranger; période pleine d'agitations, de crimes et de misères, dont on ne se console qu'en voyant grandir parmi ces épreuves celui qui, parvenu au trône, saura chasser l'ennemi, calmer les passions, et donner à la France cette juste position, où, sans menacer l'indépendance des autres, elle tient en main la balance et sait la faire respecter.

H. Wallon.

BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE.

ÉTUDES ORIENTALES.

COURS DE M. LÉON FEER.

Le bouddhisme tibétain.

Nos études, messieurs, ont toujours paru retranchées dans une retraite inaccessible ; leur nature toute spéciale a jeté comme un voile sur leur importance philosophique, historique et littéraire, pour ne laisser voir qu'une bizarrerie étrange, aussi éloignée de nos idées et de nos mœurs que le Tibet l'est de notre ciel. Néanmoins le cours naturel des choses et d'incessants progrès dissipent peu à peu ces préjugés, et tendent à ajouter à l'importance que je signalais tout à l'heure une utilité pratique. Aujourd'hui que les relations avec l'extrême Orient deviennent de plus en plus fréquentes, que la Chine et le Japon s'ouvrent aux nations européennes, que la France, reprenant les traditions de Louis XIV, fonde, avec de nouveaux éléments de succès, un établissement dans l'Inde transgangétique et s'y crée une influence sérieuse et durable, les études qui doivent nous occuper ici prennent un certain degré d'actualité.

Je ne parle pas seulement des relations directes et suivies qui, par un mouvement successif, gagnant de proche en proche, s'établiront sans doute, quelque jour, avec les parties les plus reculées et les moins visitées de l'Asie centrale, spécialement avec le Tibet. Mais c'est du côté de la Chine et de l'Inde transgangétique que doivent être dirigées les recherches qui auraient pour résultat de rattacher la langue tibétaine à d'autres idiomes, et de découvrir les affinités qu'elle peut avoir avec telle ou telle autre langue. Une des tâches de la philologie, de nos jours, est de saisir, d'après une méthode scientifique rigoureuse, les rapports essentiels qui existent entre diverses langues, et accusent une commune origine, une véritable parenté, de manière à former des groupes dans lesquels chaque idiome vient se placer, sans choix arbitraire, par la seule évidence de faits scientifiquement constatés, en vertu d'un procédé de généralisation et de comparaison appliqué d'après des lois fixes et certaines.

L'étude du tibétain, à cause de sa nouveauté et du grand intérêt qu'elle présentait et présente encore à de tout autres points de vue, n'est guère entrée encore dans cette voie de la philologie comparée. Elle y entrera peu à peu ; mais, pour la lui faire suivre, il n'y a qu'à lui imprimer la direction même indiquée par les cours d'eau qui descendent du Tibet et se rendent en Chine ou dans la péninsule transgangétique ; c'est dans ces contrées que des raisons géographiques aussi bien que philologiques nous invitent à chercher des affinités naturelles de langue et de race avec le Tibet. Quand ces pays auront été mieux étudiés, que les diverses langues en auront été mieux connues, et qu'un système de généralisation, à la fois large et prudent, aura été appliqué à la grammaire comparée de ces divers idiomes, l'histoire primitive de cette partie du monde s'éclairera sans doute d'une lumière nouvelle ; peut-être alors nous surprendrons dans le passé d'antiques relations que les circonstances et le cours des âges avaient interrompues.

Du reste, ce qui fait toujours l'intérêt capital des études tibétaines, ce qui, malgré la position exceptionnelle du Tibet, son éloignement des mers, les montagnes gigantesques qui l'enferment, l'âpreté de son climat, le maintient en communication officielle ou non officielle, ouverte ou cachée, avec toute l'Asie orientale, c'est la chose du monde qui agit le plus sur les hommes, qui contribue le plus à former les caractères et les mœurs, la religion. Il est vrai que plusieurs peuples de cette vaste région, ceux de l'Inde transgangétique en particulier, ne paraissent pas actuellement avoir de relations suivies avec les Tibétains. Les rapports qui ont dû exister entre eux se perdent dans la nuit du passé. La religion même n'est point aujourd'hui un lien visible pour les populations des montagnes méditerranées et celles des terres basses maritimes. Et cependant cette religion est la même pour les unes et pour les autres : toutes elles ont les mêmes livres sacrés, reconnaissent le même auteur de leur religion, révèrent les mêmes personnages de l'histoire et de la légende. Le bouddhisme, qui s'est établi avec une si grande puissance chez tous les peuples de l'Asie orientale, qui y a créé un sacerdoce puissant et respecté, n'est pas actuellement, n'a même peut-être jamais été, pour tous ces peuples, un principe d'union, une source de communications actives et fréquentes ; mais même chez ceux qui sont restés le plus séparés les uns des autres, il a créé des institutions identiques qui manifestent un accord remarquable ; et c'est un spectacle assez étonnant que de voir les populations nomades des plaines âpres et stériles de l'Asie centrale, et les habitants de la luxuriante île de Ceylan, des rives chaudes et fertiles du *Më-nam* et des bords du golfe de Bengale, avoir les mêmes croyances, obéir à la même discipline, reconnaître l'autorité des mêmes livres religieux.

Le bouddhisme, qui, d'après les calculs les plus récents et les mieux établis, compte aujourd'hui trois cent quarante millions de sectateurs, cinq millions de plus que le christianisme, se divise en deux grandes sections, le bouddhisme du nord et le bouddhisme du sud. Au bouddhisme du sud appartiennent l'île de Ceylan et les principaux peuples de l'Inde transgangétique, notamment les Barmans et les Siamois. Le bouddhisme du nord comprend les Tibétains, les Mongols, les Mandchous et tous les peuples tartares adonnés au bouddhisme, les bouddhistes chinois et japonais. Cette distinction n'est pas seulement géographique ; elle est aussi historique, en ce sens que la propagation de la doctrine et du culte ne s'est pas faite en même temps,

de la même manière et sous la même forme pour l'une et l'autre fraction du bouddhisme.

L'Inde a été le berceau de cette religion et est demeurée longtemps le foyer d'où elle a rayonné au loin. Mais dans la marche qu'elle a suivie vers le sud, elle a commencé par s'établir fortement et de très-bonne heure dans l'île de Ceylan, par s'emparer de cette île, par s'y créer une existence propre et indépendante ; et c'est de là qu'elle a été portée aux peuples de l'Inde transgangétique. La propagande qui aurait été dirigée de l'Inde même vers ces peuples, s'il en a effectivement existé une, fut étouffée par celle qui partit de Ceylan ; et cette île, malgré des révolutions qui semblaient devoir lui faire perdre ce privilége, est demeurée pour les bouddhistes du sud le point de départ de leurs croyances et le centre de leur culte. La langue dans laquelle le bouddhisme fut apportée aux Singhalais ou habitants de Ceylan, et qui est le *pali*, sanscrit populaire du pays de Magadha en Inde, s'est conservée chez eux et chez leurs disciples comme langue sacrée ; il est en grande faveur dans l'île et dans la Péninsule ; de là vient que le barman et le siamois contiennent une très-forte proportion de mots *palis*, et que le langage religieux y est entièrement *pali*.

Tel fut le mode de propagation du bouddhisme méridional ; bien autre fut celui du bouddhisme septentrional.

Porté directement de l'Inde, mais à une époque bien plus tardive, et après des tentatives diverses, aux Chinois, aux Tibétains et à quelques autres peuples ; transmis par ceux-ci à des nations plus lointaines, il s'est maintenu plus longtemps que le bouddhisme du sud en communications directes avec l'Inde, et ce n'est que lentement, par degrés, qu'il s'est créé au Tibet un centre et un pontificat devant lequel s'incline aujourd'hui la presque totalité des bouddhistes du nord. Ce qui distingue encore cette propagation des doctrines du Bouddha Çâkyamuni dans les régions septentrionales, c'est qu'elle fut faite au moyen du sanscrit : c'est sur des originaux sanscrits qu'ont été formées les collections de livres bouddhiques du nord, comme celles du midi l'ont été sur des originaux *palis*. Les bouddhistes indiens paraissent avoir eu peu de sympathie, au moins dans le principe, pour la langue sacrée de leurs adversaires, les brahmanes : prédicateurs d'une religion toute populaire, antisacerdotale, c'est-à-dire opposée au sacerdoce de naissance constitué par le brahmanisme, ils semblent n'avoir adopté le sanscrit que tardivement, comme à regret, par une sorte de concession ; et encore ne se servent-ils guère que d'un sanscrit très-incorrect. Quoi qu'il en soit, cette langue finit par prendre le dessus et par devenir langue sacrée dans le nord. Mais elle ne conserva pas son rang comme le *pali* garda le sien dans le midi. La difficulté des communications, plus grande de l'Asie centrale à l'Inde que de la péninsule transgangétique à l'île de Ceylan, fut peut-être une des causes de cette déchéance ; mais la principale doit être cherchée dans la lutte terrible que les successeurs de Çâkyamuni eurent à soutenir dans l'Inde, lutte qui absorba tous leurs efforts et empêcha le bouddhisme indien de maintenir la primauté à laquelle il avait droit. L'extinction totale de la doctrine et du culte sur les bords du Gange, vers la fin du moyen âge, acheva de faire disparaître le lien qui rattachait les bouddhistes du nord à leur mère patrie religieuse.

Mais pendant qu'il déclinait dans l'Inde, le bouddhisme, au milieu de bien des révolutions, s'était organisé avec une force remarquable au centre de l'Asie, sur la lisière de l'Inde, entre les Tartares, les Mongols, les Chinois et les peuples des deux péninsules, en un mot, au Tibet ; il s'y était créé une hiérarchie religieuse, s'y était donné un et même deux pontifes suprêmes. Les livres bouddhiques avaient été traduits dans la langue du pays avec une fidélité dont tous les traducteurs bouddhistes ont, du reste, été jaloux. Quand le bouddhisme fut extirpé de l'Inde, que les livres sanscrits de cette religion, détruits par des adversaires implacables, eurent disparu à tel point qu'il en est beaucoup qui ne se retrouvent plus, et que ceux qui subsistent n'ont pu être conservés que secrètement dans quelque obscure province, les bouddhistes du nord oublièrent l'Inde et le sanscrit, malgré le souvenir qui en revient sans cesse dans leurs livres religieux ; ne voyant plus d'autre chef religieux que le *Dalaï-Lama* de Lhassa et le *Pan-tché-ria-po-tché* de Tassilhunpo, ils n'accordèrent plus d'autorité canonique qu'aux livres tibétains. Et c'est ainsi que le tibétain a remplacé le sanscrit comme langue sacrée dans le nord.

Si le bouddhisme avait subsisté dans l'Inde, ce pays, dont l'influence intellectuelle et religieuse a été si puissante, eût sans doute maintenu dans le monde bouddhique une unité rigoureuse : il fût demeuré le centre et le foyer de la religion comme il en avait été le berceau ; on fût venu y chercher, de toutes les contrées qui avaient reçu la *bonne loi*, l'enseignement le plus savant, les textes sacrés les plus authentiques, les institutions les plus parfaites, les exemples les plus admirables ; en un mot, le modèle de la vie religieuse. Il n'en fut pas ainsi : la persécution qui anéantit le bouddhisme dans l'Inde ne le détruisit pas au dehors, il est vrai, elle l'y fortifia plutôt ; mais elle rompit l'unité du monde bouddhique, ou du moins elle fut la principale des causes qui décidèrent cette rupture et la rendirent définitive. Les deux fractions qui paraissent avoir toujours été divisées, mais qui auraient pu se réunir à la longue, ayant un centre commun, restèrent séparées ; et voilà comment aujourd'hui les bouddhistes, avec les mêmes traditions, les mêmes livres sacrés, la même religion, livres indiens, religion tout indienne, forment deux communautés distinctes, et reconnaissent deux langues sacrées si différentes l'une de l'autre, — les bouddhistes du sud un idiome indien, mais populaire, les bouddhistes du nord un idiome monosyllabique d'une origine et d'une nature tout autres que celles qui distinguent l'idiome sacré des brahmanes.

Les travaux qui se font avec activité sur le bouddhisme du nord et sur le bouddhisme du sud ont pour résultat d'attester d'une manière de plus en plus positive l'identité des deux fractions de cette religion : c'est bien un même arbre qui s'est partagé en deux grandes branches ; la même séve circule dans l'une et dans l'autre. Le bouddhisme semblait cependant exposé à bien des chances d'altérations : religion populaire créée pour la multitude par un prédicateur de multitudes; religion de propagande portée par le prosélytisme à des peuples divers; religion mutilée enfin, puisque la source en fut comme tarie par la persécution brahmanique, il semble qu'il eût dû s'anéantir quand ses livres furent traduits dans tant de langues, que l'esprit éminemment indien de ce culte fut en contact avec l'esprit de peuples tout différents. Il a résisté à ces causes de ruine et à bien d'autres : il est vrai que des superstitions étrangères s'y sont souvent mêlées; il a même, dans le nord, pris un développement et formé tout un système qui porte un nom spécial, le lamaïsme, et qui, s'il n'est point contraire aux principes du bouddhisme, s'il est fondé sur ces principes, n'en est pas moins une évolution propre du bouddhisme septentrional étrangère à l'Inde. A travers toutes ces vicissitudes, le bouddhisme est néanmoins resté lui-même; et cette persistance tient à deux causes principales qui l'ont préservé d'une dissolution certaine : 1° une organisation simple, mais forte, appuyée sur une discipline sévère qui maintient la tradition, sans imposer à la faiblesse humaine un joug insupportable; 2° la conservation d'une langue sacrée qui, malgré une ignorance très-profonde et très-étendue, garantit le maintien de l'enseignement dans sa pureté. Que si, au lieu d'avoir une seule langue sacrée, le bouddhisme se trouve en avoir deux, cet état de choses déjà ancien l'a peut-être préservé de quelque commotion redoutable, ou du moins lui assure l'étendue de sa prépondérance. Il a été utile au maintien de son empire qu'une langue non indienne devînt langue sacrée au nord de l'Inde, et qu'une langue indienne, la langue propre du bouddhisme selon toutes les apparences, restât l'idiome sacré du sud. Les textes écrits dans les deux langues, et qui pour l'une ne sont que des traductions, pour l'autre sont peut-être des écrits originaux, maintiennent de part et d'autre une tradition, une loi, un enseignement identiques : les traductions faites dans les langues vulgaires sont, du reste, d'une exactitude telle, et se sont conservées avec une telle intégrité, que c'est à peine si l'on y remarque une déviation du texte originaire. Ainsi s'explique-t-on comment des peuples séparés par des distances considérables, sans communications régulières, ont conservé intacts, chacun de leur côté, des textes d'une même provenance. Et c'est une juste raison que les éditeurs du *Journal asiatique* de Londres, en publiant en regard deux traductions d'un des livres les plus importants de la discipline bouddhique, traductions faites séparément et sans que les auteurs eussent réciproquement connaissance de leur travail, l'une sur le texte *pali*, l'autre sur le texte chinois, ont remarqué la permanence et l'immutabilité durant tant de siècles, d'une religion dont l'un des principaux enseignements est le principe de l'instabilité universelle.

Le caractère primitif de ces livres sacrés a été si fidèlement conservé, que rien n'a pu en altérer le type original, ni leur donner une physionomie plus particulière aux divers pays qui les ont respectivement reçus ou à ceux qui seraient devenus postérieurement des centres religieux. Les livres bouddhiques, en quelque langue qu'on les lise, ne nous transportent jamais, ni dans l'île de Ceylan, la terre sacrée des bouddhistes du sud, ni dans le Tibet, où se dresse le trône pontifical des bouddhistes du nord; c'est toujours sur les bords du Gange qu'ils nous ramènent : l'Inde est constamment demeurée le point de départ, le centre spirituel de cette religion; et l'étude du bouddhisme, avec son immense variété, n'est au fond qu'une branche, un développement, un épanouissement des études indiennes.

Aussi les travaux scientifiques qui s'exécutent dans l'Inde, et qui se rattachent à nos études, sont-ils dignes du plus vif intérêt. C'est sur l'un d'eux que je voudrais aujourd'hui, messieurs, appeler quelques instants encore votre attention. « Je n'hésite pas à penser », disait il y a deux ans M. Barthélemy Saint-Hilaire, en parlant d'un arbre célèbre dans l'histoire du Bouddha, « qu'il serait possible de le retrouver, et je ne se» rais pas étonné que quelque jour un des officiers de » l'armée anglaise, si intelligents et si courageux, ne » nous apprît qu'il a fait cette découverte (1). » Cette prévision se réalisait dans le temps même où le savant écrivain l'exprimait. Un officier anglais, célèbre par des explorations antérieures qui lui ont fait acquérir une très-grande expérience en ces matières, le colonel Cunningham, attaché au gouvernement de l'Inde comme inspecteur des travaux archéologiques, a commencé en 1861-62, au nom de ce gouvernement, une série d'explorations et de fouilles dans toutes les localités auxquelles s'est attaché le souvenir du Bouddha. La marche qu'il a suivie et le guide qu'il a choisi sont d'autant plus remarquables, qu'ils nous ramènent à des livres chinois traduits et commentés par des savants français, preuve nouvelle de la variété des études bouddhiques et du lien qui en unit les parties les plus divergentes.

Si le colonel Cunningham n'avait eu à sa disposition que les livres indiens bouddhiques, dont bien peu, il faut le dire, ont encore été étudiés, il eût sans doute pu accomplir sa mission dans une certaine mesure. Mais elle fut singulièrement facilitée et rendue plus fructueuse par les indications bien plus abondantes, bien plus sûres, et à quelques égards indispensables, qu'il trouva dans deux auteurs chinois dont il est nécessaire de dire ici quelques mots.

(1) *Le Bouddha et sa religion*, par M. Barthélemy Saint-Hilaire. Paris, 1862, p. 30.

Du Ve au Xe siècle de notre ère, il y eut un mouvement remarquable qui sembla porter la Chine sur l'Inde, mouvement tout pacifique, signalé par de nombreux voyages. Quelques-uns de ces voyages eurent un caractère officiel, et furent accomplis par des personnages marquants, de hauts fonctionnaires envoyés en mission et chargés de faire des rapports au point de vue des intérêts politiques et commerciaux; mais les hommes qui jouèrent le principal rôle dans ces pérégrinations furent des religieux. La plus grande partie de ces voyageurs furent, en effet, des docteurs bouddhistes, et des plus éminents, qui se rendaient dans l'Inde pour puiser à sa source la loi du maître, visiter les couvents, prendre part aux séances publiques, être témoins en un mot de la vie intellectuelle et religieuse de l'Inde bouddhique, et enfin rapporter dans leur pays soit les livres qui leur manquaient, soit des copies nouvelles de ceux qu'ils avaient déjà, soit même la collection complète de *trois recueils* qui forment l'ensemble des écritures bouddhiques.

De ces pieux voyageurs, les plus célèbres sont Fa-hion, qui exécuta son voyage tout à la fin du IVe siècle, et Hiouen-thsang, qui partit en 629 et ne rentra dans son pays qu'en 645, après dix-sept années d'absence, pendant lesquelles il avait visité l'Inde, habité ses couvents, pris part aux débats oratoires qui s'y renouvelaient si fréquemment, visité plusieurs fois ou habité longuement quelques localités particulièrement remarquables, et recueilli sur les pays qu'il n'avait pas parcourus les renseignements les plus exacts. Tout ce que ces pèlerins ont fait, tout ce qu'ils ont vu, les circonstances de leur voyage, les détails relatifs aux contrées qu'ils ont visitées, les légendes qu'ils ont écoutées et notées avec un soin scrupuleux, tout cela est noté avec la précision et la parfaite exactitude qui est le trait caractéristique de l'esprit chinois, dans le *Fo-koué-ki* (mémoire sur le royaume de Bouddha), qui est la relation de Fa-hian, et dans le *Si-yu-ki* (mémoire sur les contrées occidentales), qui est l'ouvrage de Hiouen-thsang, ainsi que dans la biographie de ce pèlerin écrite par deux de ses disciples.

C'est à des savants français que nous devons la connaissance de ces livres importants. Abel Rémusat a traduit l'ouvrage de Fa-hian; depuis, M. Stanislas Julien nous a donné en français les deux ouvrages relatifs à Hiouen-thsang, sa vie par ses disciples, et ses mémoires, c'est-à-dire la description des pays qu'il a visités ou dont il a eu des nouvelles certaines. Le service que M. Stanislas Julien a rendu aux études bouddhiques par cette importante publication s'est trouvé encore augmenté par le travail qu'il a dû faire sur les noms propres, défigurés et rendus méconnaissables par les Chinois. Il a fallu une patience prodigieuse, une science immense et un labeur infini, pour retrouver les mots sanscrits sous leur enveloppe chinoise, et donner la clef du système de transcription adopté par les bouddhistes de l'*empire du milieu*. M. Stanislas Julien a résolu ce difficile problème; il a restitué les noms sanscrits-chinois avec la plus entière certitude, et donné les règles de la méthode par laquelle il est toujours facile de remonter d'un nom chinois bouddhique à l'original sanscrit. On peut juger des conséquences de ce résultat, qui met à notre disposition les indications si précises du docteur bouddhiste de la Chine, sans que nous en puissions concevoir aucun doute, par les avantages que le colonel Cunningham en a retirés.

C'est armé de la relation des pèlerins chinois qu'il a entrepris et exécuté ses fouilles : c'est d'après leurs données qu'il a choisi les lieux à observer, qu'il a recherché les monuments anciens; c'est sur les descriptions données par eux qu'il s'appuie, soit pour identifier un monument, soit pour en fixer l'âge d'une manière approximative, en concluant, de la comparaison de l'état actuel des lieux avec la description des pèlerins, que tel monument leur est postérieur ou antérieur ou date des temps qui les séparent l'un de l'autre. Presque partout il a pu retrouver des traces, soit du Bouddha, soit de son culte, malgré les doubles profanations des brahmanes, qui sont les persécuteurs acharnés du bouddhisme, leur ennemi naturel, et des musulmans, qui ne savent pas supporter une autre religion que l'islam.

C'est ainsi que notre savant voyageur a retrouvé à Bouddha-Gaya, parmi d'autres souvenirs bouddhiques, l'arbre célèbre, ou du moins un des remplaçants de l'arbre primitif sous le feuillage duquel Çakyamouni trouva la sagesse absolue : car c'est toujours sous un arbre qu'on arrive à la perfection et qu'on devient Bouddha. A Rajgir, dans le Behar, l'ancienne Râjagriha, capitale du pays de Magadha, et premier théâtre de la vie active du Bouddha, mais qui fut de bonne heure abandonnée par ses sectateurs, il a reconnu la position de la ville, souvent décrite par les auteurs indiens, la montagne où le futur Bouddha faisait sa retraite, et les sources d'eau chaude dont le nom avait été donné à l'une des portes de la ville, celle même par laquelle entra Çakyamouni la première fois qu'il fit son apparition. Non loin de Râjagriha, le colonel Cunningham a pu découvrir les vestiges étendus du célèbre couvent Nâlanda, lieu que la première section du *Kanjur* tibétain nous représente, peut-être par anachronisme, comme ayant été un foyer de science dès avant la naissance de Çakyamouni, et où Hiouen-thsang a séjourné dans le temps où l'enseignement bouddhique s'y donnait avec le plus d'éclat.

A Bénarès, lieu également vénéré des brahmanes et des bouddhistes, et la seule de ces antiques cités qui ait survécu à la gloire d'autrefois, le savant colonel a visité, avec un nouvel intérêt et de nouveaux moyens d'instruction, des ruines qu'il avait explorées jadis, il y a déjà trente ans. Le bois des Gazelles, célèbre dans la légende et dans l'histoire, subsiste encore, quoique probablement sous une forme quelque peu différente, et un *tamna*, ou parc des Antilopes, rappelle encore aujourd'hui le *Mrigadâva*, ou enclos des gazelles, des livres san-

scrits. C'est dans le parc des Gazelles que, selon la légende, Çakyamouni, étant roi des cerfs dans une existence antérieure, se serait offert à la place d'une biche, pour lui conserver son faon, à un roi amateur de la chasse, auquel, d'après un traité, cette biche devait être livrée : et ce qui augmente le mérite de cette belle action, c'est qu'il fit ce sacrifice en faveur d'une des biches, non de son propre troupeau, mais du troupeau de Dévadatta, son cousin, qui était cerf comme lui dans ce temps-là, et qui préludait déjà aux méchancetés sans nombre par lesquelles il devait s'efforcer d'entraver les efforts du Bouddha pour le bien de tous les êtres. C'est encore dans ce parc des Gazelles, que, selon l'histoire, une histoire bien mêlée de légendes, il est vrai, mais qu'on ne peut absolument rejeter, Çakyamouni, dans ce que les bouddhistes appellent sa dernière existence, ce qui est pour nous sa vie, fit tourner la roue de la loi, c'est-à-dire commença la prédication de ses doctrines. Le monument célèbre parmi les bouddhistes, que le roi Tçôka y fit élever en mémoire de cet événement, paraît s'être conservé jusqu'à nous dans la tour appelée aujourd'hui *Dhamek*, l'une des plus importantes ruines de Bénarès, et que M. Cunningham avait attentivement fouillée dans ses précédentes excavations. Le savant explorateur voit dans le mot *Dhamek*, par lequel cet édifice est désigné, une contraction du mot sanscrit *Dharmadêçaka*, docteur ou prédicateur de la loi : il est, dans tous les cas, difficile d'y méconnaître le mot *Dharma*, en langage vulgaire (pali et prâkrit) *Dhamma*, la loi, constamment employé pour exprimer la doctrine ou la religion du Bouddha. Les débris de statue retrouvés à Bénarès représentent le Bouddha dans l'attitude du prédicateur, comme les statues de Bouddha-Gaya le représentent dans celle du contemplatif, de l'ascète absorbé dans la méditation.

Je ne terminerai pas, messieurs, ces quelques mots sur les intéressants travaux du colonel Cunningham, qui, dans la première partie de ses explorations, avait étudié vingt-quatre localités, sans parler encore d'une d'entre elles, de celle où s'accomplit l'événement célèbre connu sous le nom d'entrée dans le Niwâna, en langage vulgaire, la mort de Bouddha. Les savants, il faut le dire, ont joué de malheur avec cet événement capital de l'histoire : je ne parle pas des discussions soulevées sur la nature de l'état que le mot Nirvâna exprime, discussions qui ne sont pas encore épuisées; mais en ce qui concerne le fait lui-même, les savants ne savent encore quelle place lui donner dans le temps, incertitude fâcheuse pour tout l'ensemble de la chronologie indienne; et ils ont commis, à ce sujet, une erreur géographique en le plaçant en Assam, dans une contrée beaucoup trop orientale, et tout à fait en dehors du théâtre ordinaire des pérégrinations du fondateur du bouddhisme. Cette erreur, abritée du nom de Csoma, qui en est l'auteur, ne peut subsister devant les témoignages formels des pèlerins chinois, et c'est en suivant leur précieux itinéraire que le colonel Cunningham a cru découvrir le lieu précis où mourut Çakyamouni, près de Kuçinâgara (ville de l'herbe kuça), selon les livres bouddhiques, dans les environs du village actuel de Kasia. Le nom de Kasia, qui peut se prononcer Kusia, rappelle bien le nom antique, et les monuments que la piété des fidèles bouddhistes pouvait vénérer à l'aise au IVe et au VIIe siècle paraissent représentés aujourd'hui par une masse de ruines appelées *Matha-kuar-ka-kot*, c'est-à-dire, le *fort du prince décédé*. On sait que Çakyamouni était fils de roi; et bien que sa royauté ne soit jamais invoquée par les docteurs bouddhistes, qui ne veulent voir en lui que le sage accompli, le parfait Bouddha, le souvenir a bien pu s'en perpétuer dans les masses populaires, et se fixer par un nom qui l'exprimerait encore aujourd'hui.

J'espère en avoir dit assez pour montrer que l'étude du bouddhisme est plus vivante et plus florissante que jamais. Les obscurités de l'histoire et de la doctrine de cette célèbre religion ne sont pas sans doute complétement dissipées; mais le jour qui s'est déjà fait sur cette nuit profonde ne fera que grandir. Si l'on compte les années, le temps n'est pas éloigné où l'on discutait encore l'antériorité ou la postériorité réciproque du bouddhisme et du brahmanisme, et où l'on avait besoin de prouver l'antériorité du brahmanisme : si l'on regarde aux résultats acquis, ce temps est déjà loin de nous. Malgré les entraves qui embarrassent encore sa chronologie, l'histoire du bouddhisme n'en est pas moins la base la plus solide de l'histoire générale de l'Inde, et c'est par lui sans doute, à cause de son caractère particulier de popularité et de publicité, autant que de l'époque tardive de son apparition, que cette histoire commence à s'éclairer. Toutes les questions importantes qui se rattachent à cette branche d'études approchent de plus en plus d'une solution complète et définitive. On puise à toutes les sources d'instruction, on en fait en quelque sorte jaillir de nouvelles : les pèlerins chinois des siècles passés et les ruines de l'Inde moderne s'unissent pour nous apporter leurs témoignages; les écrits qui sont en vénération chez les divers peuples bouddhiques sont interrogés avec soin; chaque littérature fournit son contingent dans cet ensemble de recherches. La littérature tibétaine a déjà rendu de grands services à ces études, et l'on sait tout ce que le *Salitanstara*, traduit par M. Foucaux, a fourni de renseignements pour l'histoire du bouddhisme; elle est appelée à en rendre encore. Les cent volumes de son *Kanjur*, sans parler de bien d'autres ouvrages, représentent une Somme bouddhique d'une étendue respectable, qui n'a pas moins de poids à raison de sa vaste étendue et de l'autorité considérable dont elle jouit dans toute une partie de la communauté bouddhique qu'à raison des éléments qu'elle renferme. C'est une mine presque inépuisable : il s'y trouve sans doute, comme dans tous les livres bouddhiques, force énumérations, force légendes, une métaphysique quintessenciée et vaporeuse, mais l'histoire y a aussi sa place; et je ne pense pas qu'aucun recueil boud-

dhique présente un tableau plus vif et plus animé de l'Inde au moment de l'apparition de Çakyamouni et durant sa vie, que celui qui nous est offert dans le *Dulva*, la première section des livres canoniques des bouddhistes du nord. Si la légende et des remaniements postérieurs ont accru considérablement et même altéré cette histoire, il est indubitable néanmoins que la tradition y a conservé une foule de traits authentiques, et que la physionomie générale du premier siècle de l'ère bouddhique doit s'y retrouver retracée avec une fidélité plus grande qu'on ne l'attendrait d'une imagination si prompte à s'élancer en dehors des limites du sens commun. On trouve dans ces livres une masse de documents qui permettent de restituer une portion importante des annales de l'humanité.

L. FEER.

SALLE DE LA RUE CADET.

CONFÉRENCE DE M. VICTOR CHAUVIN.

Les vrais Robinsons.

Il y a deux ans, M. Victor Chauvin a publié sur ce sujet un volume qu'il signa avec M. Ferdinand Denis, conservateur à la bibliothèque Sainte-Geneviève. En empruntant à cet ouvrage les éléments de sa conférence, il a voulu restituer publiquement à son savant collaborateur la part très-importante qui lui revenait dans l'œuvre commune, et après un court préambule consacré à cet acte de justice, il a continué en ces termes :

« Il n'y a très-probablement personne, parmi ceux qui m'écoutent, qui n'ait lu le roman fameux dont le héros a donné son nom à toute une classe d'infortunés sur lesquels je veux aujourd'hui appeler votre attention. Le *Robinson Crusoé* est un chef-d'œuvre; le *Robinson Suisse*, un livre excellent; et presque tous les ouvrages du même genre possèdent, plus ou moins, des qualités réelles. Cela tient au plan singulièrement heureux sur lequel ils sont conçus. Dans ce cadre ingénieux, il y a place pour des incidents dramatiques et saisissants, pour des renseignements scientifiques très-variés, et présentés sous une forme agréable; il y a surtout la grande leçon morale qui se dégage toujours du spectacle de l'homme isolé, mais luttant avec courage. Aussi, moraux sans fadeur, intéressants sans danger, les Robinsons réunissent presque tous les conditions exigées par le poëte latin : l'utile et l'agréable.

» J'ai dit : intéressants sans danger; je me trompe. Ces livres, quel que soit d'ailleurs leur mérite, présentent tous un danger commun. Chez les enfants, surtout, dont l'imagination est généralement vive et impressionnable, ils frappent puissamment l'esprit; ils séduisent, ils fascinent, ils excitent le désir de réaliser ces merveilleuses aventures aux résultats toujours heureux. Il est bien peu de lecteurs qui n'aient subi cette attraction, et la robinsonade si connue, si charmante de Bernardin de Saint-Pierre enfant, n'est qu'un des mille exemples de cet entraînement général. Heureusement, si le danger est incontestable, il n'est pas grave, dans les conditions de civilisation où nous nous trouvons. D'ailleurs, il y aurait, pour le conjurer, un moyen bien simple : ce serait d'opposer l'histoire au roman, la réalité à la fiction.

» Au lieu de gracieuses idylles, où tout est pour le mieux dans la meilleure des solitudes; où les obstacles ne paraissent que pour être vaincus, où tout finit bien, toujours et partout, parce qu'il n'en coûte à l'auteur qu'un trait de plume pour sauver ses héros, nous aurions sous les yeux des drames sombres, navrants, où règne en souveraine l'inexorable fatalité, et qui inspirent toujours la pitié, souvent l'effroi.

» Je voudrais vous raconter brièvement quelques-uns de ces drames, cinq ou six tout au plus, choisis dans la multitude. Car le nombre des vrais Robinsons est bien plus grand qu'on ne le suppose généralement. Et je ne parle ici que des Robinsons connus, les moins nombreux à coup sûr, et les moins intéressants. Depuis que l'homme ose lutter contre la mer, combien de malheureux ont péri, Robinsons ignorés, sur des plages désertes : les uns, et ce sont les plus heureux, au bout de quelques jours; les autres après dix, vingt, trente ans, attendant chaque jour l'heure de la délivrance, et succombant enfin à la misère, au désespoir, à la vieillesse, loin de tous ceux qui les avaient aimés, et qui les croyaient depuis longtemps rayés du nombre des vivants! Tous ceux-là n'ont laissé d'autre trace de leur passage sur la terre que quelques ossements blanchis, restes sans nom qu'outragent éternellement, sur quelque rocher inconnu, les vents et les tempêtes! Pour eux, l'histoire, hélas! sera toujours muette, et le secret de leurs douleurs est mort avec eux!

» Il y a eu des Robinsons de toute antiquité, mais, si vous le voulez bien, nous passerons tout d'abord au déluge, c'est-à-dire aux temps modernes. Il me suffira de vous citer les Robinsons mythologiques : Philoctète dans l'île de Lemnos,

Ariane aux rochers contant ses injustices, etc.

Puis les Robinsons de la légende religieuse : saint Maclou, saint Brandan et cent autres. Enfin ceux de la légende historique, comme le roi Sébastien, qui, du champ de bataille d'Alcaçar-Kébir, où il périt avec toute son armée, fut, selon la tradition, emporté par Dieu dans l'île *Incoberta*, île cachée où, couronne en tête et sceptre en main, gardé par deux lions, il doit dormir mille ans, puis ressusciter pour conduire le Portugal à la conquête du monde. Je ne parlerai point des Robinsons qui, comme Anna d'Arfet et Macham, dans l'île de Madère, sont intéressants, mais dont les aventures ne paraissent pas suffisamment authentiques. Pour être court, et rester

dans l'histoire, nous irons tout d'abord jusqu'à un Robinson du XVIe siècle. »

M. Chauvin raconte alors la curieuse histoire du matelot espagnol Pedro Serrano, jeté par un naufrage sur l'île qui, de son nom, s'est appelée Serrana. Prodigieux nageur, il survécut seul au sinistre, et parvint à gagner cet îlot sablonneux, dépourvu de bois, d'eau potable, de toute végétation. Il ne possédait que son couteau et quelques vêtements, qui ne tardèrent pas à se pourrir sous l'action de ce climat à la fois pluvieux et chaud. Heureusement l'île était fréquentée par d'innombrables tortues, auxquelles il dut son unique aliment. D'abord il les mangeait crues et buvait leur sang; bientôt la nécessité le rendit industrieux : il songea à se procurer du feu, non-seulement pour faire cuire ses aliments, mais aussi pour produire une colonne de fumée destinée à attirer l'attention des navigateurs. Il chercha vainement un silex sur son île, et ce ne fut qu'après avoir souvent plongé qu'il put s'en procurer un. A défaut de bois, il employait, pour alimenter son feu, de la graisse de tortue, des arêtes de poisson, des herbes marines desséchées; en un mot, toutes les épaves qu'il pouvait ramasser. Pour se désaltérer, il recueillait l'eau de pluie dans des carapaces de tortue. Après trois ans de cette vie solitaire, il fut fort surpris un matin en voyant un étranger dans son île. Ce nouveau venu, Espagnol comme lui, avait, comme lui aussi, survécu seul à la perte du navire qu'il montait. Leur premier mouvement fut une grande joie : ils mirent tout en commun, puis, par une singulière bizarrerie, ils se disputèrent pour un motif futile, et faillirent en venir aux coups. Du reste, ils ne tardèrent pas à se réconcilier, et vécurent toujours ensuite dans la meilleure intelligence. Enfin, au bout de sept ans, délivrés par des compatriotes que leur aspect terrifia, et qu'ils ne purent rassurer qu'en leur récitant à haute voix le *Credo*, ils revinrent en Europe. Le compagnon de Serrano mourut en route. Quant à lui, il fut présenté à Charles-Quint, qui lui accorda une pension de 4800 ducats sur les fonds en réserve au Brésil. Mais le malheureux n'en jouit pas; il mourut en mer, en allant toucher le premier quartier de sa rente.

A la même époque souffraient, sous d'autres cieux, trois infortunés dont la touchante et romanesque aventure se rapporte plus directement à notre histoire. Tout le monde sait que le Malouin Jacques Cartier a découvert le Canada. Mais ce que l'on sait moins, c'est que Cartier était tout simplement le premier pilote de François de la Roque, sieur de Roberval, nommé, en 1540, amiral et gouverneur des terres neuves du Canada. Ce que l'on ignore presque généralement, c'est que ce Roberval, marin énergique, mais cruel et violent, ajouta volontairement, dans un jour de colère, un chapitre aussi curieux que triste à l'histoire des vrais Robinsons.

Chargé d'établir une colonie en Amérique, il emmenait avec lui sa nièce Marguerite, accompagnée d'une gouvernante. Pendant le voyage, une intrigue se noua entre Marguerite et un jeune gentilhomme breton. Ces relations ayant été découvertes, Roberval jura de tirer une vengeance terrible de cet affront, dans lequel il voyait une atteinte portée à son propre honneur. Il ne dit rien au jeune homme, dans la crainte sans doute de blesser une famille puissante, mais sa colère ne s'appesantit que plus dure sur les deux femmes. La flotte se trouvait alors dans les environs de Terre-Neuve. Roberval choisit, dans ces parages désolés, une petite île déserte, que l'on a appelée depuis *île de la Damoiselle*, et il y abandonna sa nièce et la gouvernante, avec quelques provisions. Le jeune homme voulut partager leur sort, et il se fit mettre à terre avec son arquebuse et son épée. Grâce à lui, les trois exilés s'installèrent et vécurent tant bien que mal pendant quelques mois : malheureusement il mourut bientôt. Marguerite était enceinte, et il lui fallut, malgré sa position, aller à la chasse et pourvoir à ses besoins, ainsi qu'à ceux de sa vieille gouvernante. Elle accoucha et essaya d'élever son enfant, mais elle resta bientôt chargée seule de ce soin, car la gouvernante succomba aussi à la misère et aux privations. L'enfant ne put être sauvé par la tendresse de sa mère, et au bout de dix-sept mois Marguerite se trouva seule sur l'île. Ce ne fut que dix-huit mois plus tard qu'elle fut délivrée par des pêcheurs bas bretons. Nous ne donnons ici, on le comprend, qu'un très-court résumé de ce drame touchant dont l'orateur a raconté ainsi le dénoûment.

« Au moment de quitter pour toujours cette terre fatale, Marguerite voulut dire un dernier adieu aux trois tombes qu'elle avait creusées sous les sapins de la forêt. Elle pria et pleura longtemps, et, quand ses libérateurs voulurent l'arracher à ce triste lieu où elle laissait toutes ses affections, un douloureux regret la saisit, un pieux souvenir l'arrêta. Impuissante à supporter le déchirement de cet adieu suprême, elle perdit de vue, et le souvenir de ses misères, et la délivrance qui l'attendait, et la patrie qui allait lui être rendue. Il fallut que les rudes marins, dont elle avait béni la venue providentielle, l'entraînassent presque malgré elle. Ils la sauvèrent, mais nul ne la consola....., et ni la France, ni la famille ne lui firent oublier cet îlot désolé, où les grands sapins couverts de neige abritaient le dernier sommeil de tous ceux qu'elle avait aimés. »

L'orateur développe ensuite l'aventureuse odyssée de Leguat et de ses neuf compagnons (1690-1698), réfugiés bannis de France par suite de la révocation de l'édit de Nantes; d'abord Robinsons volontaires pendant deux ans à l'île Rodrigue, puis, pendant six années, soumis aux plus terribles épreuves et à des souffrances inouïes sur l'île Maurice et sur un rocher voisin. Ce récit, extrait tout entier de la relation publiée en 1708 par Leguat lui-même, est trop long pour être résumé ici, même dans ses principaux traits, mais il est saisissant et dramatique au plus haut point.

M. Victor Chauvin ne pouvait, dans un tel sujet, omet-

tre l'histoire de Selkirk et celle de l'Indien Mosquito de Juan Fernandez, types reconnus de Robinson Crusoé et de Vendredi : toutefois ces faits étant relativement plus connus que les autres, il s'est contenté de les indiquer rapidement.

L'ordre chronologique l'amenait ensuite à un épisode presque aussi connu, et non moins intéressant : l'histoire de la colonisation de l'île Pitcairn par Adams et les révoltés de la *Bounty*. On sait qu'en 1789, dans la nuit du 27 au 28 avril, l'équipage de ce bâtiment, irrité des duretés du capitaine Bligh, se souleva sous le commandement du premier lieutenant Fletcher Christian ; que les mutins se débarrassèrent du capitaine en le renvoyant dans un canot avec quelques matelots fidèles ; que restés maîtres du bâtiment, ils errèrent d'île en île, cherchant une retraite ignorée pour échapper aux lois de la Grande-Bretagne ; qu'enfin, après mille vicissitudes, ils s'établirent à Pitcairn avec des femmes amenées par eux de Taïti. Là, du reste, ils ne vécurent pas encore en paix, car peu de grands États ont eu, proportionnellement, plus de crimes et de sang versé à leur origine ; peu aussi, après cette période de laborieuse organisation, ont présenté un tableau plus riant et plus agréable. Pendant les soixante dernières années, l'histoire de Pitcairn est une vraie pastorale, qui n'a guère été troublée que pendant quelques mois. Malheureusement tout tend à changer aujourd'hui, et l'orateur n'a pas voulu laisser à son auditoire des illusions romanesques.

« Aux dernières nouvelles, dit-il, l'île était devenue trop petite pour nourrir sa population : il a fallu transporter une partie des habitants sur d'autres îles de la mer du Sud. En même temps, la civilisation européenne a gagné les bons insulaires. Ils riraient aujourd'hui de leurs pères, qui, en 1814, lorsqu'ils virent pour la première fois une vache à bord du *Briton*, discutaient gravement pour savoir si c'était une chèvre énorme ou un cochon gigantesque. Aujourd'hui Pitcairn doit avoir son imprimerie et son journal, et vous verrez qu'avant dix ans on y fera des conférences. »

M. Chauvin a terminé par le récit de la robinsonade toute récente (1849) de M. Ernest Charton (frère de l'honorable directeur du *Magasin pittoresque*) et de ses compagnons, à l'île Saint-Charles (archipel des Galapagos). Fidèle à la variété qu'il avait apportée dans toutes les parties de cette conférence, l'orateur a présenté dans M. Charton un Robinson intéressant, non-seulement à cause de son nom bien connu en France et de la date récente de son aventure, mais encore parce qu'il ne devait son isolement à aucune des causes ordinaires : son navire avait été volé pendant qu'il était à terre. Les détails de son séjour sur l'île sont aussi des plus curieux. Citons seulement un trait caractéristique. Pendant quelque temps, M. Charton put procurer quelques aliments à ses compagnons en faisant les portraits de quelques misérables déportés de la république de l'Équateur, seuls habitants de l'île. Il n'avait qu'un carnet de poche et un seul crayon. Son tarif était fixé à douze pommes de terre par portrait, s'il ne taillait son crayon qu'une fois ; les délicats, qui voulaient que le crayon fût taillé deux fois, payaient double.

M. Victor Chauvin a conclu en ces termes :

« J'arrêterai ici cette revue extrêmement incomplète. Jamais, d'ailleurs, cette sinistre histoire n'aura dit son dernier mot. Chaque jour y ajoute une nouvelle page, et peut-être en ce moment même, sur quelque îlot désolé, perdu dans l'immensité des mers, quelques malheureux voient commencer pour eux cette affreuse existence de misères, de désespoir et d'abandon. Est-ce donc une pensée de découragement qui doit être notre conclusion? Non certes ; c'est une impression toute différente que j'éprouve moi-même, et que je veux essayer de vous laisser. A côté de la compassion qu'excitent de si grandes infortunes, on ressent une juste fierté, un légitime sentiment d'estime pour la dignité humaine, en voyant l'homme faible, isolé, sans autres ressources que son énergie, lutter, souvent avec succès, contre la nature, contre les éléments, contre une implacable fatalité acharnée à sa perte. »

BULLETIN DES COURS.

CONFÉRENCES DE LA RUE DE LA PAIX.

Lundi 3 avril. — M. Villiaumé : Jeanne d'Arc ; sa mort ; sa réhabilitation.

Mardi 4. — M. Désiré Charnay : Le Canada et les États-Unis. Souvenirs anecdotiques de voyage.

Mercredi 5. — Madame Esther Sezzi : L'esprit des bêtes.

Jeudi 6. — M. Ernest Desjardins : Les grandes époques de l'histoire de France. La chevalerie.

Vendredi 7. — M. Samson : Beaumarchais. *Le Mariage de Figaro.*

Samedi 8. — M. Charles Battaille : Déclamation lyrique. Étude de rôles. *Fra-Diavolo.*

— Un retard inattendu nous oblige à remettre à notre prochain numéro la savante conférence de M. A. Maury sur *la Société romaine sous les premiers empereurs, comparée à la Société française de l'ancien régime.*

AVIS. — Nous prévenons ceux de nos lecteurs qui ont l'habitude d'acheter la *Revue* au numéro que s'ils désirent s'abonner pour une année, on leur tiendra compte, en déduction du montant de l'abonnement, du prix des numéros achetés séparément, à raison de 25 centimes par numéro. L'abonnement part du 1er décembre de chaque année.

Sommaire de la Revue des cours scientifiques du 1er avril 1865.

Faculté de médecine. Conférences historiques. M. *Verneuil :* Les chirurgiens érudits ; Antoine Louis. — Muséum d'histoire naturelle. Physiologie comparée. Cours de M. *Vulpian :* Physiolgie du bulbe rachidien ; le nœud vital. — Faculté de médecine. Histologie. Cours de M. *Robin :* Évolution embryogénique des tissus. — Bulletin des cours.

Le propriétaire-gérant : Germer Baillière.

PARIS. — IMPRIMERIE DE E. MARTINET, RUE MIGNON, 2.